

Étude des crédits 2019-2020 Culture et Communications Langue française

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Opposition

Volet langue française

Étude des crédits 2019-2020 Culture et Communications Langue française

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Opposition

Volet langue française
Office québécois de la langue française

Étude des crédits 2019-2020
OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE
QUESTIONS RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

1	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les raisons du déplacement;b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;c) les coûts ventilés;d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

<p>4</p>	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
<p>5</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Donnée par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
<p>6</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée par le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation.

<p>7</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les <u>cabinets ministériels</u> en 2018-2019, en indiquant: <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
<p>8</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
<p>9</p>	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

<p>10</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
<p>11</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
<p>12</p>	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> -la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement: <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense liée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) le coût des frais d'itinérance; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020:

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi;
- s) le nombre de postes vacants.

16	<p>Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</i>

20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme</p>
21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.</p>
22	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.</p>
23	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2019-2020.</p>
24	<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.</p>
25	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.</p>
26	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</p>

27	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service;</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
28	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
29	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.</p>
30	<p>Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <p>a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.</p>
31	<p>Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.</p>
32	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019:</p> <p>a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.</p>

33	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
34	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
35	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
36	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.</p>
37	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.</p>
38	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.</p>
39	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
40	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
41	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>

42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43	Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme
44	Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47	Coûts de reconduction des programmes existants : la liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49	Nombre de d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
50	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
51	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
52	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

55	Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
56	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
57	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres : <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
58	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>

62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;</p> <p>b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;</p> <p>c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>
63	<p>La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.</p>
64	<p>Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :</p> <p>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);</p> <p>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);</p> <p>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;</p> <p>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);</p> <p>e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);</p> <p>f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);</p> <p>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);</p> <p>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 — Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

ooo—000—ooo—000—ooo

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes,
 - les résultats obtenus à ce jour,
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage, y compris, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

ooo—000—ooo—000—ooo

Voir le document ci-joint.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 — Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

ooo—000—ooo—000—ooo

NOM/DIRECTION	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Myriam Hallé, Agente de recherche à la Commission de toponymie	Canada, Edmonton (Alberta)	3 au 6 octobre 2018	1 486\$	Participation à la réunion annuelle 2018 de la Commission de toponymie du Canada (CTC). La Commission de toponymie du Québec est un membre important de la CTC et assure la représentation francophone à cette tribune fédérale. La réunion annuelle est l'occasion de faire le bilan des activités reliées au plan stratégique de la CTC et d'échanger sur les procédures de traitement géographique utilisées par les différentes autorités provinciales et fédérales, sur l'utilisation de données numériques, sur les politiques cartographiques et terminologiques, sur les projets de recherche en cours, etc.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 — Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

ooo—000—ooo—000—ooo

NOM/DIRECTION	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Xavier Darras, Coordonnateur de la production terminologique	France, Paris et Lyon	30 juin au 9 juillet 2018	1 209 \$	Participation, à Paris, à l'assemblée générale et à la journée scientifique du Réseau panlatin de terminologie (Realiter) dont le thème est Convergences et divergences dans la pratique terminologique. Participation, à Lyon, au colloque international de néologie des langues romanes. L'Office québécois de la langue française est reconnu à l'échelle internationale comme un organisme précurseur en matière de terminologie et d'aménagement linguistique. Sa présence à ces événements est sollicitée pour qu'il partage son expertise en matière terminologique et linguistique. En entretenant des liens étroits avec des organismes d'aménagement linguistique du reste de la francophonie, l'Office contribue au rayonnement international du Québec.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 — Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

ooo—000—ooo—000—ooo

NOM/DIRECTION	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Robert Vézina , président-directeur général de l'Office québécois de la langue française	Suisse Fribourg	De 12 au 14 novembre 2018	2 432 \$	Rencontre annuelle et colloque des membres du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE), rencontre avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) et rencontre avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le président-directeur général de l'Office québécois de la langue française a participé à la rencontre annuelle d'OPALE, dont l'Office est membre, ainsi qu'au colloque « Les « Linguasphères » dans la gouvernance mondiale de la diversité », organisé à cette occasion par la Délégation à la langue française de Suisse romande.
			2 755 \$ (contrat de service)	Contrat de service octroyé pour un conférencier donnant une présentation intitulée « Les villes africaines au cœur de la Francophonie » (Richard Marcoux). Le colloque visant à faire avancer la réflexion sur le rôle que jouent les grands espaces linguistiques (francophonie, hispanophonie, anglophonie, etc.) dans l'évolution de la dynamique linguistique à travers le monde, M. Marcoux a été invité par l'OQLF pour présenter cette conférence.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 — Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

ooo—000—ooo—000—ooo

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Web de l'Office québécois de la langue française en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

2 - Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2018-2019 par le président-directeur général ou la présidente-directrice générale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**article 4, paragraphe 17**). <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

* Données au 28 février 2018

A. Publicité

Médias	Mandat	Projet	Coût	Parution
Facebook	Promotion de l'appel de candidatures aux Prix Camille-Laurin 2018 et aux prix Francopub	Gala des Mérites du français – francisation des organisations et des personnes immigrantes	8 \$ 63 \$	Mai 2018 Juin 2018
JDM et JDQ : médias papier et électronique (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Placement média pour le Gala des Mérites du français 2018	Gala des Mérites du français – francisation des organisations et des personnes immigrantes	7684 \$	Mai 2018
Placement Web : Grenier aux nouvelles (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Appel de candidatures aux Mérites Francopub	Gala des Mérites du français – francisation des organisations et des personnes immigrantes	1588 \$	Juin 2018
Placement Web : Infopresse (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Appel de candidatures aux Mérites Francopub	Gala des Mérites du français – francisation des organisations et des personnes immigrantes	1059 \$	Juin 2018

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Médias	Mandat	Projet	Coût	Parution
Facebook	Promotion du site de la Banque de dépannage linguistique	Site de la Banque de dépannage linguistique	120 \$	Septembre 2018
Facebook	Promotion de l'appel de candidature aux Mérites Francopub.	Publicité	30 \$	Octobre 2018
Facebook	Promotion d'un aide-mémoire sur les bonnes pratiques rédactionnelles dans les réseaux sociaux,	Aide-mémoire sur les bonnes pratiques rédactionnelles dans les réseaux sociaux	22 \$	Octobre 2018
Facebook	Promotion de l'appel de candidatures aux Mérites du français au travail, dans le commerce et dans les technologies de l'information 2019	Gala des Mérites du français – au travail, dans le commerce et dans les technologies de l'information 2019	105 \$	Novembre 2018
Facebook	Promotion d'un vocabulaire lié à l'intelligence artificielle	Vocabulaire lié à l'intelligence artificielle	30 \$	Novembre 2018
Placement Web : (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Appel de candidatures aux Mérites Francopub	Gala des Mérites du français – francisation des organisations et des personnes immigrantes	9595 \$	Décembre 2018

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Médias	Mandat	Projet	Coût	Parution
Placement Web : (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Appel de candidatures aux Mérites Francopub	Gala des Mérites du français – francisation des organisations et des personnes immigrantes	992 \$	Février 2019

B. Articles promotionnels

Articles promotionnels	Tirage	Coût	Version
Affiches déroulantes de la Commission de toponymie pour le salon de l'Association des directeurs municipaux du Québec	2	176 \$	Juin 2018
Feuillet : Un virage numérique en français profitable	1000	434 \$	Juillet 2018
Cartes postales : Parlers et paysages du Québec	1 000	545 \$	Août 2018
Affiche pour le Service de l'évaluation du français pour les ordres professionnels : <i>Tricher, c'est échouer</i>	3000 10	75 \$ 445 \$ 55 \$	Novembre 2018
Feuillet : La rédaction dans les réseaux sociaux	500	240 \$	Novembre 2018

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Articles promotionnels	Tirage	Coût	Version
Feuillet : Vocabulaire de l'Intelligence artificielle	200	39 \$	Novembre 2018
Affiche pour le Service de l'évaluation du français pour les ordres professionnels : Le français un tremplin	1500	500 \$	Janvier 2019
Affiche de la Francofête 2019	600	1 138 \$ 1 485 \$	Janvier 2019
Production de divers contenus pour la Francofête 2019	PDF	6 035 \$	Janvier 2019
Signet : Vocabulaire francophone des affaires	400	104 \$	Janvier 2019

d), f) et g) : Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve dans les engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**article 4, paragraphe 24**). www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Aucun événement organisé en date du 28 février 2019.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 28 février 2019.

Organisées par le ministère ou l'organisme :

Aucune

Organisées par une firme externe :

Somme dépensée : 75,00 \$

Nom du fournisseur : Alliance des cadres de l'État

Raison de la dépense : développement de compétences, intégration dans de nouvelles fonctions

Somme dépensée : 80,48 \$

Nom du fournisseur : UQAM

Raison de la dépense : développement de compétences, Excel

Somme dépensée : 284,98 \$

Nom du fournisseur : Isarta

Raison de la dépense : développement de compétences, bâtir un plan de communication des plus efficaces

Somme dépensée : 395,00 \$

Nom du fournisseur : Technologia Formation

Raison de la dépense : développement de compétences, Google Analytics : implantation, configuration et interprétation

Somme dépensée : 636,00 \$

Nom du fournisseur : Campus Infopresse

Raison de la dépense : développement de compétences, utiliser les influenceurs pour bâtir votre marque

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

ooo—000—ooo—000—ooo

Somme dépensée : 795,00 \$

Nom du fournisseur : Campus Infopresse

Raison de la dépense : développement de compétences, médias sociaux : de la stratégie à l'engagement

Somme dépensée : 345,22 \$

Nom du fournisseur : UQAM

Raison de la dépense : cours dans le cadre du Programme de soutien aux études pour l'obtention d'un certificat en composition et rédaction françaises

L'information fournie pour répondre à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**article 4, paragraphes 22 et 23**). www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

6 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23). www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date de l'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Contrats octroyés pour l'exercice 2018-2019

A) PROFESSIONNEL OU FIRME	E) COÛT TOTAL
7081936 Canada inc.	4 912 \$
Acti-Com	2 400 \$
Aldus Traductions Inc.	3 712 \$
Aldus Traductions Inc.	3 000 \$
Association des directeurs municipaux du Québec	1 058 \$
Ass. québécoise des enseignants et enseignantes du primaire (AQEP)	1 109 \$
Avenue 8 inc.	16 000 \$
Clientis, développement d'affaires inc.	1 814 \$
Conseil québécois du commerce de détail	1 950 \$
Conseil québécois du commerce de détail	2 875 \$
CPS Média Inc.	2 345 \$
Deschamps Impression Inc.	1 980 \$
DESIGN BZOING	2 470 \$
Formation AlterGo	1 200 \$
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	4 590 \$
Galerie Gora Inc.	1 000 \$
Groupe FormaCRO inc.	3 349 \$

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date de l'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

A) PROFESSIONNEL OU FIRME	E) COÛT TOTAL
Groupe informatique Technologia inc.	2 750 \$
Immigrant Québec	2 820 \$
Imprimerie VDL	1 138 \$
Maison du développement durable, La	1 185 \$
Massilia Factory	2 652 \$
Morneau Shepell	10 000 \$
Morneau Shepell	5 500 \$
Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec	1 300 \$
Productions Standex inc., Les	1 296 \$
R2M Imagem	3 664 \$
R2M Imagem	1 292 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1 300 \$
Robert Alexis Traiteur inc.	5 201 \$
Robert Devost Graphiste Inc.	10 000 \$
Robert Devost Graphiste Inc.	10 000 \$
Services d'événements spéciaux, Les	1 423 \$
Société de la Place des Arts de Montréal	2019-2020 2 000 \$

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date de l'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

A) PROFESSIONNEL OU FIRME	E) COÛT TOTAL
Solutions Outsidesoft inc., Les	1 095 \$
Solutionstat, consultation et formation en statistique inc.	1 940 \$
Solution Vumétric inc., Les	8 000 \$
Studio Alphatek inc.	1 000 \$
Substance Stratégies inc.	3 000 \$
Terranova Worldwide corporation	2 300 \$
Virage coaching Inc.	4 000 \$
Béland, Paul	4 270 \$
Éthier, Catherine	2 000 \$
Éthier, Catherine	2 500 \$
Girard, Alexandre	8 500 \$
Girard, Alexandre	4 000 \$

b), c), d), f), g) : Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Ces informations sont aussi disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date de l'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

8 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont toutefois disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, à l'adresse suivante : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

9 - Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Au cours de l'exercice financier 2018-2019, il n'y a eu aucun appel d'offres publics.

Ces informations sont toutefois disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

10 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

11 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date du début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, à l'adresse <https://seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

12 - Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

ooo—000—ooo—000—ooo

- L'Office québécois de la langue française n'a amorcé aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ pour l'exercice 2018-2019, et aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des technologies de l'information.
- L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/> à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 28 février 2019

Objet de la dépense	Coût
• la photocopie ¹	17 308 \$
• le mobilier de bureau	4 489 \$
• l'ameublement	520 \$
• la décoration et l'embellissement	0 \$
• les distributeurs d'eau de source : refroidisseur d'eau (courante) avec microfiltration	0 \$
• le remboursement des frais de transport	55 584 \$
• le remboursement des frais d'hébergement	30 497 \$
• le remboursement des frais de repas	18 346 \$
• le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	3 585 \$
• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, à des colloques et à toute session de perfectionnement ou de ressourcement :	
> au Québec	48 527 \$
> à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

¹ Location, coût des copies, reprographie gouvernementale.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

14 - Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) le coût des frais d'itinérance;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et modèle de chaque appareil.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 28 février 2019.

Renseignements relatifs à la téléphonie cellulaire et à d'autres téléphonies de même type :

a), b), c), g), h), k) : Ces questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

- d) coût d'acquisition : 132 \$
- e) coût d'utilisation : 9089 \$
- f) coût des contrats : 0 \$
- i) frais d'itinérance : 0 \$
- j) coût de résiliation : 0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (paragraphe 25 de l'article 4). <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

- A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus**
- B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins**

<i>PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ</i>		Homme	Femme
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge		
Hors cadre	+ 35	0	1
Cadre	+ 35	3	13
Professionnel	- de 35	16	24
	+ 35	47	63
Fonctionnaire	- de 35	2	8
	+ 35	16	35
Total		84	144
Grand total		228	

<i>PERSONNE HANDICAPÉE</i>		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	1
Fonctionnaire	- de 35	1
Fonctionnaire	+ 35	1

<i>ANGLOPHONE</i>		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Cadre	+ de 35	1
Professionnel	- de 35	1
Professionnel	+ de 35	1

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

<i>AUTOCHTONE</i>		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	2

<i>COMMUNAUTÉS CULTURELLES</i>		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Cadre	+ 35	3
Professionnel	- de 35	10
	+ 35	14
Fonctionnaire	- de 35	2
	+ 35	14

**C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel
Données au 15 mars 2019**

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	0,0
Cadres	71
Professionnels	1132,5
Fonctionnaires	416
TOTAL	1619,5

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :**

ooo—000—ooo—000—ooo

- D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ⁽¹⁾**

Personnel régulier et occasionnel	moins de 10 jours	de 10 à 50 jours	de 50 à 100 jours	100 jours et plus
Hors cadres	0	1	0	0
Cadres	4	6	3	3
Professionnels	61	61	13	15
Fonctionnaires	31	19	8	3
TOTAL	96	87	24	21

⁽¹⁾ Les données reflètent la situation au 28 février 2019

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) Données au 15 mars 2019

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Heures supplémentaires hr,mn	Heures payées hr,mn	heures compensées hr,mn
Hors cadres	0	0	0
Cadres	14	14	0
Professionnels	1256,83	595,09	661,74
Fonctionnaires	1181,08	928,24	252,84
TOTAL	2451,91	1537,33	914,58

Le coût moyen : données non disponibles

**F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel
Données au 15 mars 2019**

2018-2019													
PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres et hors cadres	24	26,5	46	54,5	122	23	5,5	33	34	26,5	18,5	8	421,5
Professionnels	142	165	257	462	737,5	215,5	134	114,5	230,5	247,5	127	154	2 986,5
Fonctionnaires	77,5	75	99	146,5	305,5	60,5	60	50	114,5	80	57,5	60,5	1 186,5
TOTAL	243,5	266,5	402	663	1165	299	199,5	197,5	379	354	203	222,5	4594,5

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ⁽¹⁾

Personnel régulier et occasionnel	moins de 10 jours	de 10 à 50 jours	de 50 à 100 jours	100 jours et plus
Hors cadres	0	0	1	0
Cadres	9	5	2	0
Professionnels	118	32	0	0
Fonctionnaires	44	17	0	0
TOTAL	171	54	3	0

(1) Les données reflètent la situation au 28 février 2019.

H. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

I. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que du premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

J. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

<i>NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL</i>				<i>2018-2019</i>
	HC	C	P	F
Montréal	1	10	90	40
Québec		6	45	16
Gatineau			1	
Rimouski			1	
Rouyn-Noranda			1	
Saguenay			2	1
Sherbrooke			2	
Trois-Rivières			2	

K. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

<i>NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR</i>	
	2018-2019
Professionnel	21
Fonctionnaire	0

L. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

<i>NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE</i>	
	2018-2019
Professionnel	2
Fonctionnaire	2

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

M. Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

<i>EFFECTIFS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL</i>				
	Hors cadre	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire
Montréal	1	10	94	43
Québec		6	47	17
Gatineau			1	
Rimouski			1	
Rouyn-Noranda			1	
Saguenay			2	1
Sherbrooke			2	
Trois-Rivières			2	
Total	1	16	150	61
Grand total	228			

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

O. Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. Le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q. Aucun poste n'a été aboli.

R. Effectif autorisé – Loi 115

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

S. Le nombre de postes vacants

<i>NOMBRE DE POSTES VACANTS</i>	
	2018-2019
	21

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

16 - Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 28 février 2019

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :
 - L'Office québécois de la langue française a remplacé deux personnes parties à la retraite en 2018-2019.
- c) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :
 - L'Office a engagé une personne retraitée pour un contrat en 2018-2019.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

EMPLACEMENT				
SAGUENAY 1299, rue des Champs-Élysées				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
CIDIC ltée	65,90	10 687 \$ ¹ 11 659 \$/an	Aucun	10 ans

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 125, rue Sherbrooke Ouest				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
S.Q.I.	5 296,77	1 765 432 \$ ¹ 1 926 940 \$/an	125 131 \$	1 an

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 500, place d'Armes (jusqu'au 31 août 2018)				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
ALFID services immobiliers ltée	525,09	103 122 \$ ¹ 103 122 \$/ 5 mois	Aucun	0 an

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 750, boulevard Charest Est				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
Groupe Mach inc.	2 290,71	507 988 \$ ¹ 553 303 \$/an	Aucun	10 ans

TOTAL versé à la S.Q.I. 2 387 229 \$

¹ Dépense partielle au 28 février 2019.
2019-02-28

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Entente avec le MCC pour le partage d'espaces locatifs pour certains de leurs bureaux régionaux				
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel-de-Ville				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
MCC	70,28	16 974 \$/an	Aucun	1 an
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Laviolette				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
MCC	131,81	17 269 \$/an	Aucun	1 an
ROUYN-NORANDA 145, avenue Québec				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
MCC	54,08	11 595 \$/an	Aucun	1 an
RIMOUSKI 337, rue Moreault				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
MCC	58,52	8 381 \$/an	Aucun	1 an
SHERBROOKE 225, rue Frontenac				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
MCC	68,66	15 598 \$/an	Aucun	1 an

TOTAL versé au MCC 69 817 \$

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Entente avec le SPL pour le partage d'espaces locatifs des bureaux de Québec				
QUÉBEC 750, boulevard Charest Est (jusqu'au 30 juin 2018)				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2018-2019	DURÉE
SPL	150,77	0 \$ ¹ 9 519 \$/3 mois	Aucun	0 ans

TOTAL remboursé par le SPL 0 \$

TOTAL versé pour les loyers au 28 février 2019	2 457 046 \$
---	---------------------

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle dans le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphe 27)*.

<http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

18 - Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) La ou les dates des travaux;
- b) Les coûts;
- c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun coût.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

19 - La liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

20 - Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Web de l'Office québécois de la langue française, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**article 4, paragraphe 26**). <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

21 - Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'OQLF ne compte aucun employé hors structure qu'il rémunère, mais qui n'y occupe aucun poste.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

22 - Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

23 - Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

24 - Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun poste n'a été aboli.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

25 - Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

ooo—000—ooo—000—ooo

Se référer à la réponse de la question 15j.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

26 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

- a) Nom : Sonia Pratte
- b) Poste : 115, avocate
Organisme : Office québécois de la langue française
- c) Salaire : échelle salariale de 56 719 \$ à 131 496 \$
- d) Assignation initiale : Office québécois de la langue française
- e) Assignation actuelle : Ministère de la Culture et des Communications
- f) Date de l'assignation hors structure : 2011-10-17

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

27 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Journaux, revues mensuelles et publications (format papier ou électronique)	Coût
01net	132 \$
Accès à l'information	342 \$
Affaires, Les	50 \$
Banque des mots, La	91 \$
Bon usage Web, Le	601 \$
Cahiers de géographie du Québec	109 \$
Cahiers des dix	35 \$
Cap-aux-Diamants	45 \$
Charte canadienne des droits et libertés	203 \$
Continuité	36 \$
Devoir, Le	280 \$
Français moderne, Le	288 \$
Frantext	128 \$
Grand Robert édition numérique, Le	72 \$
Histoire Québec	50 \$
Industrie et technologies	430 \$
Information grammaticale, L'	152 \$
Linguistique, La	132 \$
Magazine Gaspésie	28 \$
Médecin du Québec, Le	150 \$
Multidictionnaire de la langue française en ligne	40 \$
Neologica	104 \$
Normes et ouvrages routiers	14 \$
Nouvelle revue d'onomastique	105 \$
Nouvelliste, Le	282 \$
Petit Robert en ligne, Le	1 092 \$
Pour la science	173 \$
Protégez-vous	50 \$

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

27 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Québec Science	36 \$
Quotidien, Le	511 \$
RDA Toolkit	272\$
Recherche, La	169 \$
Recherches amérindiennes au Québec	120 \$
Revue canadienne de linguistique	445 \$
Revue d'histoire de Charlevoix	35 \$
Saguenayensia	35 \$
Science & vie	154 \$
Smart DSI	182 \$
Vélo Mag	32 \$
Usito	1 553 \$
Total	6 987 \$

Sites spécialisés de recherche sur Internet	Coût
Ancestry	299 \$
Eureka	1 993 \$
Généalogie Québec	100 \$
Repère - Services documentaires multimédias	525 \$
Total	2 917 \$

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

28 - Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune somme n'a été déboursée, en 2018-2019, pour des abonnements à des clubs privés ou autres ou pour l'achat de billets temporaires et la réservation de loges.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les données fournies dans ce document s'appliquent à la période qui s'étend du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

Office québécois de la langue française

a) Le nom du site Web

www.oqlf.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La version actuelle du site Web de l'Office québécois de la langue française a été entièrement réalisée à l'interne.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2018-2019, le site n'a généré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le responsable du contenu

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le grand dictionnaire terminologique

a) Le nom du site Web

Le grand dictionnaire terminologique (GDT) a son propre nom de domaine, même s'il est aussi accessible à partir du site de l'Office, au gdt.oqlf.gouv.qc.ca.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La version actuelle du GDT a été entièrement réalisée à l'interne.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2018-2019, le site n'a généré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire ou mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le responsable du contenu

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

La banque de dépannage linguistique

a) Le nom du site Web

La banque de dépannage linguistique (BDL) a son propre nom de domaine, même si elle est aussi accessible à partir du site de l'Office, au <http://bdl.oqlf.gouv.qc.ca>.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La version actuelle de la BDL a été entièrement réalisée à l'interne.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2018-2019, le site de la BDL n'a généré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le responsable du contenu

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

La Francofête

a) Le nom du site Web

www.francofete.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La version actuelle du site Web de la Francofête a été entièrement réalisée à l'interne.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2018-2019, le site n'a généré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le responsable du contenu

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Site Web Françaisautravail.org

Françaisautravail.org est le site Web promotionnel qui accompagne le document intitulé *Bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises*, créé dans le cadre d'un projet de coopération internationale mené par la France et le Québec. Fruit d'une collaboration entre le personnel de l'Office et celui de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), le site Web a été mis en ligne au mois d'octobre 2013.

- a) **Le nom du site Web**
www.francaisautravail.org
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site**
La version actuelle du site Web Françaisautravail.org a été réalisée à l'interne en ce qui concerne le graphisme, le contenu et la gestion du projet. L'intégration de la maquette et du contenu a été confiée à l'entreprise Rouge6.
- c) **Les coûts de construction du site**
Pour l'année 2018-2019, le site n'a généré aucun coût de construction.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**
La mise à jour et l'intégration du contenu sont assurées par le personnel de l'Office et celui de la DGLFLF. En ce qui concerne l'hébergement, les frais annuels facturés à l'Office par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) s'élèvent à 1 200 \$ pour l'année.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte**
Aucune refonte n'a été entreprise.
- f) **La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page**
La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour**
La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) **Le responsable du contenu**
La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Site Web de la Commission de toponymie

a) Le nom du site Web

www.toponymie.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Le site de la Commission de toponymie a été achevé en 2009 par le fournisseur Ixmedia inc., qui a assuré la réalisation des maquettes schématiques et graphiques ainsi que celle de gabarits de pages HTML.

c) Les coûts de construction du site

En 2018-2019, le site de la Commission n'a généré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le responsable du contenu

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Site Web de la Division francophone du groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG)

a) Le nom du site Web

www.toponymiefrancophone.org/divfranco

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Ce site, conçu par le personnel de la Commission et de l'Office, a été mis en ligne en juin 2002, puis refondu en 2009 dans sa version actuelle. Il est hébergé sur le même serveur que celui du site Web de la Commission.

c) Les coûts de construction du site

En 2018-2019, le site n'a généré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites du site, ventilée par section ou par page

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le responsable du contenu

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

30 - Nominations, pour 2018-2019 de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Se référer à la réponse de la question 7.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

31 - Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune dépense n'a été effectuée en 2018-2019.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

32 - Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2017-2018 et 2018-2019 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses des demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant les demandes d'accès à l'information pour l'exercice 2017-2018 est présentée dans le dernier rapport annuel de gestion de l'Office québécois de la langue française. Quant à l'information demandée pour l'exercice 2018-2019, elle sera présentée dans le prochain rapport annuel de gestion.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

33 - La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

34 - Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

35 - La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

36 - Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

37 - L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée dans le rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

38 - Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 et les prévisions 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

39 - Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'Office québécois de la langue française ne dispose d'aucun budget de dépenses découlant de transferts obtenus du gouvernement fédéral.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 40- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le montant total des primes au rendement et des bonis s'élève à 42 677,55 \$.

Nombre de bonis attribués pour rendement exceptionnel ¹		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant total
2018-2019	19	42 677,55 \$

Nombre de bonis attribués à des cadres ²		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant total
2018-2019	0	0 \$

Nombre de bonis attribués à des CGRH		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant total
2018-2019	0	0 \$

Nombre de bonis attribués à des titulaires d'emploi supérieur		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant total
2018-2019	0	0 \$

Les rapports développés par SAGIR ne tiennent pas compte des conseillers en gestion des ressources humaines (CGRH).

¹ Le boni pour rendement exceptionnel est exclusif au personnel professionnel autre que les CGRH et au personnel de bureau et technicien assimilé non syndiqué.

² Relativement à l'entente à l'égard des éléments de rémunération globale conclue le 20 décembre 2016 entre le Secrétariat du Conseil du trésor et l'Alliance des cadres de l'État, les dispositions liées au boni au rendement ou à toute autre rémunération incitative sont abrogées à compter de l'exercice 2016-2017.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

41 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'Office québécois de la langue française n'a versé ni indemnité de départ ni montant pour rupture de contrat.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

42 - Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

43- Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâches ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant dépensé par le ministère et l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun cadre, ni dirigeant, ni sous-ministre ne reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

44 - Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

45 - La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

46 - Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente relativement à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

- 47- Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

48 - Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

**49 - Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019
et prévisions pour 2019-2020.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes, pour l'année 2018-2019 seulement.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

50 - Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

51 - Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

**52 - Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime
pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

53 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

54- Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds des ressources naturelles.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

55- Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

56 - Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donnée ces services.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

57 - Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

ooo—000—ooo—000—ooo

La dépense inscrite dans la programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) de l'Office québécois de la langue française pour 2018-2019 est de 2 334 400 \$.

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles dans le tableau de bord, au www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca.

La réponse à la question relative au nombre en équivalent ETC et à la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Les informations concernant le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques se trouvent à la question 11.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

58 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes d'État, comités, conseils, etc.) fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

59 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes d'État, comités, conseils, etc.) fournir pour 2018-2019, le aux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

60 - Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

L'information sera présentée dans le rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente relativement à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

62 - Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membre du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilés par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ooo—000—ooo—000—ooo

Une somme de 8 907,61 \$ a été remboursée aux avocats pour leur cotisation professionnelle 2018-2019 au Barreau du Québec.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

63 - La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

64 - Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
- e. les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f. les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020 Culture et Communications Langue française

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Opposition

Volet langue française
Conseil supérieur de la langue française

Étude des crédits 2019-2020
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE
QUESTIONS RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

1	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les raisons du déplacement;b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;c) les coûts ventilés;d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

<p>4</p>	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
<p>5</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Donnée par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
<p>6</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée par le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation.

<p>7</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les <u>cabinets ministériels</u> en 2018-2019, en indiquant: <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
<p>8</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
<p>9</p>	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

<p>10</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
<p>11</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
<p>12</p>	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> -la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous- ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement: <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense liée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) le coût des frais d'itinérance; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation):

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
-le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi;
- s) le nombre de postes vacants.

16	<p>Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</i>

20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme</p>
21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.</p>
22	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.</p>
23	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2019-2020.</p>
24	<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.</p>
25	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.</p>
26	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</p>

27	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service;</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
28	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
29	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.</p>
30	<p>Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <p>a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.</p>
31	<p>Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.</p>
32	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019:</p> <p>a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.</p>

33	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
34	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
35	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
36	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.</p>
37	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.</p>
38	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.</p>
39	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
40	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
41	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>

42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43	Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme
44	Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49	Nombre de d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
50	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
51	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
52	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

55	Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
56	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
57	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
58	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>

62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;</p> <p>b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;</p> <p>c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>
63	<p>La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.</p>
64	<p>Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :</p> <p>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);</p> <p>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);</p> <p>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;</p> <p>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);</p> <p>e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);</p> <p>f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);</p> <p>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);</p> <p>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

- a) Fribourg, Suisse, du 10 au 15 novembre 2018
- b) Rencontre annuelle et colloque des membres du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE) (Voir annexe – Rapport de mission)
- c) Voir annexe
- d) Frais de transport : 1 623 \$, frais de voyage : 720 \$
- e) Aucun accompagnateur

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Mission	Rencontre annuelle et colloque des membres du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE)
Lieu	Fribourg (Suisse)
Date de la mission	Du 10 au 15 novembre 2018

Contexte

La mission s'inscrit dans la suite des rencontres annuelles des responsables des organismes du Québec, de la France, de la Suisse romande et de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui sont membres du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE), lequel accueille également l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en tant que membre observateur.

Le réseau OPALE s'acquitte des missions suivantes :

- offrir aux institutions membres un cadre pour l'échange régulier d'informations et d'expériences;
- réaffirmer la légitimité d'une politique linguistique, tant aux yeux des responsables sociaux et politiques qu'aux yeux du citoyen;
- entreprendre des actions en coopération;
- améliorer la visibilité et la portée de ces actions en soulignant leur caractère concerté;
- veiller au suivi desdites actions.

Le réseau OPALE constitue aussi un lieu de concertation sur les initiatives de chaque membre en matière de politique linguistique : évolutions législatives, enrichissement du français, écriture inclusive, réforme de l'orthographe, etc.

Les rencontres des conseils de la langue française de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la France, du Québec et de la Suisse romande ont lieu depuis plusieurs années et elles sont le résultat d'une initiative du Conseil de la langue française du Québec. C'est en 2009 que ces entités, auxquelles se sont joints graduellement d'autres organismes linguistiques comme l'Office québécois de la langue française (OQLF) et le Secrétariat à la promotion et à valorisation de la langue française (SPVLF), se sont constituées en réseau. Les organismes québécois y voient une occasion unique de partager leur expérience d'aménagement linguistique avec des institutions d'autres pays francophones. C'est aussi une occasion de discuter d'enjeux touchant la langue française et sa vitalité dans divers environnements francophones et de coordonner des actions organisées à l'occasion de la Semaine de la langue française. Ces rencontres permettent également de mettre en place des projets de collaboration relativement à la promotion du français.

Objectifs

Les objectifs de la rencontre annuelle des membres du réseau OPALE

1. Partager les expériences d'aménagement linguistique, discuter d'enjeux touchant la langue française et sa vitalité et mettre en place des projets de collaboration.
2. Poursuivre les actions concertées avec les membres du réseau OPALE.

Les objectifs du colloque de 2019

1. Inviter des spécialistes à présenter différentes perspectives entourant la problématique des linguasphères.
2. Discuter de la question de la conception et de la mise en œuvre des politiques linguistiques dans un contexte de gouvernance mondiale de la diversité.

Résultats

Participation, les 12 et 14 novembre 2018, à la rencontre annuelle des membres du réseau OPALE (voir le programme de la rencontre à l'annexe 1)

Les membres du réseau OPALE ont chacun présenté le bilan de leurs activités depuis la dernière rencontre annuelle de novembre 2017.

Pierre Boutet, président du Conseil supérieur de la langue française (CSLF), a d'abord rappelé que les axes de recherche privilégiés par l'organisme s'appuient sur quatre domaines, soit le français langue du travail, la francisation des immigrants et leur insertion socioéconomique, la maîtrise du français par tous les Québécois et enfin l'exemplarité de l'Administration et du secteur public.

Le Conseil a ainsi rendu publique en février 2018 une étude intitulée *La francisation et l'intégration professionnelle des personnes immigrantes*, laquelle a pour objectifs de recenser les principaux acteurs de la francisation des immigrants adultes au Québec, de documenter les différentes formes que prend l'offre de francisation ainsi que de relever les constats sur l'adéquation de ces services au regard de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes. Il importait de documenter la multiplicité des parcours que peuvent emprunter les personnes immigrantes pour maîtriser le français, notamment au regard de la francisation qualifiante.

En mars 2018, le Conseil a aussi publié la recherche intitulée *Modèles de gouvernance des politiques linguistiques*, laquelle recense les pays et les États qui doivent gérer le fait linguistique dans un contexte où il y a une langue officielle qui est affirmée comme langue commune. Elle propose en un examen de différents modèles alors qu'ils peuvent à divers titres présenter un intérêt pour le Québec, que ce soit au regard de leurs structures, de leurs activités liées à la promotion de la langue, des politiques et des programmes destinés à l'acquisition et au maintien d'une langue commune, ou encore de la place qu'y occupe la recherche.

Le président a de plus précisé que le Conseil a actuellement pour mandat d'établir un portrait des pratiques linguistiques des ministères et organismes publics du gouvernement du Québec dans leurs interactions avec les personnes physiques et morales, considérant que l'exemplarité de l'État en matière d'usage du français

comme langue de l'Administration, du travail et des communications est un des éléments clés de la Charte de la langue française. Un tel portrait devrait permettre de déterminer les meilleures pratiques parmi celles repérées et de suggérer, le cas échéant, des pistes d'amélioration pour l'adoption de pratiques conformes aux objectifs de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration.

Enfin, eu égard aux activités de promotion destinées à favoriser le rayonnement du français au Québec et au-delà de ses frontières, le président a rappelé que le Conseil décernait toujours chaque année les insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique, le Prix du 3-Juillet-1608 ainsi que les prix médias.

17^e Sommet de la francophonie

Alexandre Wolff, de l'OIF, a procédé à un compte rendu de ce sommet qui s'est tenu à Erevan, en Arménie, les 11 et 12 octobre 2018.

Vocabulaire francophone des affaires

Le président-directeur général de l'OQLF ainsi que des représentants de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France ont présenté l'ouvrage publié à ce sujet en octobre 2018 et résultat des travaux menés conjointement par les deux organismes, en partenariat avec les autres membres de l'OPALE qu'ils remercient d'ailleurs de leur contribution au projet.

Projet de plaquette sur la valeur ajoutée du français

Piloté par l'OIF, ce projet n'a pas pu progresser de manière significative depuis la dernière année. Les travaux se poursuivront à cet égard.

Semaine de la langue française et de la francophonie

Chacun des membres d'OPALE témoigne des activités qui, en 2018, ont été tenues sous leur responsabilité propre ou dans le cadre d'initiatives de divers partenaires, et ce, selon les territoires concernés. Ils font aussi part de certains projets pour 2019.

Il a de plus été question du thème des dix mots de la semaine internationale de la langue française et de la Francophonie en prévision de l'année 2020. Le réseau a convenu de choisir la thématique de « l'eau ».

Participation, le 13 novembre 2018, au colloque OPALE, lequel avait pour thème « Les 'linguasphères' dans la gouvernance mondiale de la diversité » (voir le programme du colloque ainsi que la composition des délégations aux annexes 2 et 3)

Le colloque 2018 du réseau s'est déroulé selon la formule d'un forum ouvert à tous. Chaque délégation avait la possibilité de proposer des conférenciers pour l'occasion. La délégation québécoise était composée de Pierre Boutet, président du CSLF, avec comme conférencier invité James Archibald, membre du Conseil et professeur à l'Université McGill, ainsi que de Robert Vézina, président-directeur général de l'OQLF, avec comme conférencier invité Richard Marcoux, membre d'une des commissions de l'Office et professeur à l'Université Laval.

Le président du CSLF y a aussi officié à titre de président de la première des six séances, dans laquelle aussi Robert Vézina a assumé le rôle de discutant.

Le programme du colloque posait la problématique en ces termes (Extraits) :

« Dans un contexte de mondialisation, il devient de plus en plus manifeste que la gestion de la diversité des langues et des cultures, y compris les politiques linguistiques qui en sont une des manifestations les plus explicites et ciblées, renvoie à des enjeux d'une complexité croissante. Il n'est plus guère possible d'espérer concevoir et mettre en œuvre une politique linguistique en ne se référant qu'au cadre restreint d'un pays ou d'une région, car les dimensions linguistiques des phénomènes politiques, économiques, sociaux et culturels qui s'y déploient sont nécessairement influencées par des processus qui se manifestent ailleurs, en dehors de l'espace politique et juridictionnel considéré, et notamment à l'échelle mondiale. En d'autres termes, les politiques linguistiques des États sont, davantage que par le passé, tributaires de mouvements qui les dépassent ; en même temps, les États peuvent tenter de se doter, individuellement ou collectivement, d'instruments faits pour donner à leur politique linguistique une dimension internationale.

Ce sont bien les défis des *politiques linguistiques dans la mondialisation* qui conduisent à s'interroger sur la nature et le fonctionnement des *linguasphères*. Le colloque OPALE 2018 a pour objectif d'ouvrir ce chantier. »

Le prochain colloque aura lieu en novembre 2019 en France, à Paris, et devrait porter sur le français dans les sciences.

Composition de la délégation du Conseil supérieur de la langue française

Le président du CSLF, Pierre Boutet, était le seul représentant de l'organisme à la rencontre annuelle et au colloque des membres du réseau OPALE. Il avait aussi invité à participer au colloque, à titre de conférencier, James Archibald, membre du Conseil et professeur à l'Université McGill.



CONFÉRENCE INTERCANTONALE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE
LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN

Délégation à la langue française

opale
Organismes francophones
de politique et d'aménagement linguistiques

Rencontre annuelle du réseau OPALE

Fribourg (Suisse), 12 et 14 novembre 2018

Projet d'ordre du jour

Lundi 12 novembre (9h-17h)

1. Approbation de l'ordre du jour
2. Approbation du procès-verbal de la réunion OPALE 2017
3. Échange sur la base des rapports d'activité des délégations
4. Bilan du XVII^e Sommet de la Francophonie, 11-12 octobre 2018, Erevan
5. Projets communs
 - a. Bilan du projet commun sur le Vocabulaire francophone des affaires
 - b. Plaquette sur la valeur ajoutée du français
 - c. Projets communs à venir
6. Semaine de la langue française et de la francophonie
 - a. Rapide bilan de l'édition 2018
 - b. Actions prévues pour l'édition 2019
 - c. Thématique de l'édition 2020

Mercredi 14 novembre (9h30-12h30)

(Si nécessaire, suite des points traités le lundi)

7. Politique générale d'OPALE et utilisation des résultats du colloque du 13 novembre
8. Rencontre OPALE 2019 en France
9. Informations et divers

Annexe 2 - Programme du colloque OPALE

Mardi 13 novembre 2018, 9h00-17h00

Journée de colloque

Institut de plurilinguisme, Rue de Morat 24

Sur inscription

9h00	Mot de bienvenue François Grin , Président de la Délégation suisse à la langue française Susanne Obermayer , Directrice adjointe de l'Institut de plurilinguisme
SESSION 1	<i>Président de séance : Pierre Boutet, Président du Conseil supérieur de la langue française du Québec</i>
9h15	TAALUNIE : « Linguasphère ! Est-ce que j'ai une gueule de linguasphère ? » Robert Bernard , Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles
9h35	La Francophonie, une « linguasphère » politique et coopérative, dont les instruments et les méthodes doivent être repensés Gaël de Maisonneuve , Délégué aux affaires francophones pour le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères
9h55	Discutant – Robert Vézina , Président-directeur général de l'Office québécois de la langue française Questions/débat avec le public
10h15	Pause
SESSION 2	<i>Président de séance : Jean-François Baldi, Délégué général adjoint, Délégation générale à la langue française et aux langues de France</i>
10h35	Bantuphonie, X-ophonie et linguasphère Patrick Mougouama-Daouda , Linguiste, Professeur à l'Université Omar Bongo de Libreville
10h55	Les villes africaines au cœur des enjeux de la Francophonie Richard Marcoux , Professeur titulaire, Directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval (Québec)
11h15	Discutant – Alexandre Wolff , Responsable de l'Observatoire de la langue française, Direction « Langue française, culture et diversités », Organisation internationale de la Francophonie Questions/débat avec le public
11h35	Pause
SESSION 3	<i>Présidente de séance : Youma Fall, Directrice Langue française, culture et diversités, Organisation internationale de la Francophonie</i>
11h45	Les politiques de la « territorialité différenciée » comme moyen de préserver et de promouvoir la diversité culturelle et linguistique Bernhard Altermatt , Université de Fribourg-Freiburg & UniDistance Suisse
12h05	Principes de mise en œuvre de politiques linguistiques intégrées James Archibald , Université McGill (Montréal)
12h25	Discutant – Jean-Marie Klinkenberg , Président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles Questions/débat avec le public

Annexe 2 - Programme du colloque OPALE

SESSION 4	<i>Président de séance : Laurent Gajo, membre de la Délégation suisse à la langue française</i>
14h15	Une ambition francophone pour les politiques linguistiques Youma Fall , Directrice Langue française, culture et diversités, Organisation internationale de la Francophonie
14h35	La francophonie est-elle une linguasphère ? Jean-Marie Klinkenberg , Président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles
14h55	Discutant – Loïc Depecker , Délégué général, Délégation générale à la langue française et aux langues de France Questions/débat avec le public
15h15	Pause
SESSION 5	<i>Présidente de séance : Christiane Buisseret, membre du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles</i>
15h30	La langue française comme bien commun : outils et propositions Olivier Garro , Directeur de l'Institut international pour la francophonie, Université Lyon 3 Jean Moulin
15h50	Les conditions de l'avenir de l'usage quotidien du français au Sud Alexandre Wolff , Responsable de l'Observatoire de la langue française, Direction « Langue française, culture et diversités », Organisation internationale de la Francophonie
16h10	Discutant – Jean-François de Pietro , membre de la Délégation suisse à la langue française Questions/débat avec le public
SESSION 6	<i>Président de séance : François Grin, président de la Délégation suisse à la langue française</i>
16h30	Discussion générale et clôture
17h00	Fin du colloque
VISITE CULTURELLE (SUR INSCRIPTION)	
17h30	Visite de l'Espace Jean Tinguely - Niki de Saint Phalle (Rue de Morat 2)
18h00	Mot de M. Jean-Pierre Sigg , Conseiller d'État, Vice-président du Gouvernement fribourgeois, Directeur de l'instruction publique, de la culture et du sport
18h15	Vin d'honneur offert par le Canton de Fribourg



CONFÉRENCE INTERCANTONALE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE
LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN

Annexe 3 - Délégations participant à la rencontre et au colloque

opate

Organismes francophones
de politique et d'aménagement linguistiques

Délégation à la langue française (DLF)

Colloque OPALE 2018 – Délégations

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

Depecker	Loïc	loic.depecker@culture.gouv.fr
Baldi	Jean-François	jean-francois.baldi@culture.gouv.fr
Petit	Paul	paul.petit@culture.gouv.fr
De Maisonneuve	Gaël	
Garro	Olivier	

Conseil supérieur de la langue française

Boutet	Pierre	Pierre.Boutet@cslf.gouv.qc.ca
Archibald	James	

Office québécois de la langue française

Vézina	Robert	rvezina@oqlf.gouv.qc.ca
Marcoux	Richard	

Conseil de la langue française et de la Politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Klinkenberg	Jean-Marie	jmklinkenberg@ulg.ac.be
Bernard	Robert	robert.bernard@scarlet.be
Buisseret	Christiane	ch.buisseret@gmail.com

Direction de la langue française de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Marchal	Nathalie	Nathalie.MARCHAL@cfwb.be
---------	----------	--

Organisation internationale de la Francophonie

Fall	Youma	youma.fall@francophonie.org
Wolff	Alexandre	alexandre.wolff@francophonie.org
Mouguiama-Daouda	Patrick	

Délégation à la langue française DLF/CIIP

Grin	François	francois.grin@unige.ch
Conti	Virginie	Virginie.Conti@ne.ch
De Pietro	Jean-François	Jean-Francois.dePietro@ne.ch
Gajo	Laurent	laurent.gajo@unige.ch
Piccand	François	francois.piccand@fr.ch
Pittet	Marc	marc.pittet@jura.ch
Altermatt	Bernhard	
Elmiger	Daniel	

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

2 - Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucun voyage.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019 (contrats de gré à gré)

Nom du fournisseur	Montant de la dépense	Description du contrat
Fondation LOJIQ (Les Offices jeunesse internationaux du Québec)	5 000,00 \$	Commandite institutionnelle du Gala-bénéfice du 50 ^e anniversaire de l'Office québécois de la jeunesse
Université McGill	150,00	Logo dans le programme du Colloque 2018 sur la traduction
Corsaire design	1 243,00 \$	Conception et impression Signet, programme, bandeaux Web et Facebook – Mise à jour d'un formulaire Ordre des francophones d'Amérique et Prix du 3-Juillet-1608

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).
<http://www.csif.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019 (contrats de gré à gré)

Type d'événement	But visé	Fournisseurs	Coût global
Cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608 au Manège militaire Voltigeurs de Québec, le 28 novembre 2018	L'Ordre des francophones d'Amérique a pour but de reconnaître les mérites de personnes qui se consacrent au maintien et à l'épanouissement de la langue française en Amérique. Le Prix du 3-Juillet-1608 est remis à une organisation pour des services exceptionnels rendus à une collectivité de langue française et à l'ensemble de la francophonie nord-américaine.	Manège militaire Corsaire Design Laurier Du Vallon Hilton Québec Hôtel Château Laurier Martin, Diane Parchemin du Roy Photographe Stéphane Audet Vidéaste Marco Dubé Musicien Louis Solem Pérot Divers fournisseurs (fleuriste, messagerie, taxis, etc.)	39 609,00 \$

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucune dépense.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

6 - La liste des dépenses en formation de communication organisée par le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés, en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

oo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019 (contrats de gré à gré)

Nom	Mandat	Montant (\$)
AUDET, Stéphane	Reportage photographique de la cérémonie pour la remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	600,00
BRÛLÉ, France	Révision linguistique du Plan stratégique 2018-2023	180,00
Corsaire Design	Design et conception d'un signet, des bandeaux Web et d'un programme de cérémonie pour la remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608, et d'un formulaire de mise en candidature – Impression du signet, du programme et du formulaire	1 243,00
DUBÉ, Marco	Captation vidéo de la cérémonie pour la remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	800,00
FALARDEAU, Marie-Pier	Réalisation des activités liées à l'organisation et à la tenue de l'édition 2018 de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608.	11 165,00
Manège militaire	Location de salle	7 889,00

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

Nom	Mandat	Montant (\$)
	Service de restauration	11 592,00
MARTIN, Diane	Animation de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	1 100,00
Parchemin du Roy	Confection des parchemins de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et des prix Jules-Fournier et Raymond-Charette	820,00
Révisart	Révision linguistique du Rapport annuel de gestion 2017-2018	210,00
TREMBLAY, Natalie	Réalisation des activités de communication reliées à la promotion et au rayonnement de la langue française. (Animation des médias sociaux, rédaction de contenus Web, organisation d'évènements.)	13 750,00

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

8 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé le dépense supplémentaires;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucun contrat n'a fait l'objet de coûts additionnels.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

9 - Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucun appel d'offres public.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

10 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Veillez vous référer à la réponse de la question 7.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

11 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

12 - Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'année 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Dépenses	Montant (\$)
Photocopies (y inclus la location de photocopieurs) :	1675
Mobilier de bureau :	0
Ameublement :	0
Décoration et embellissement :	1760
Distributeur d'eau de source :	184
Remboursement des frais de transport :	
Personnel et membres du CSLF	1481
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	4962
Remboursement des frais d'hébergement :	
Personnel et membres du CSLF	441
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	3876

Dépenses	Montant (\$)
Remboursement des frais de repas :	
Personnel et membres du CSLF	78
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	10 186
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	0
Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, à des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
a) au Québec :	550
b) à l'extérieur du Québec :	4402

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.*

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

14 - Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé pour mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils :
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) le coût des frais d'itinérance
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

- l) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil : cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- m) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil : cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- n) le nombre de téléavertisseurs utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil : cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- o) les coûts d'acquisition des appareils : aucun;
- p) le coût d'utilisation des appareils : 0 \$
- q) le coût des contrats téléphoniques : 968,81 \$
- r) les noms des fournisseurs : cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- s) le nombre de minutes utilisées : cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- t) le coût des frais d'itinérance : 28,43 \$
- u) les coûts de résiliation, s'il y a lieu : aucun
- v) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil : cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

<http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

a) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;**

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES	Personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles
Hors cadre	+ de 35	1	0	0
Cadres	+ de 35	0	1	0
Professionnels	+ de 35	0	1	0
Fonctionnaires	+ de 35	0	1	0

b) **Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;**

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES	Personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles
Professionnels	- de 35	0	1	0
Fonctionnaires	- de 35	0	0	0

c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;**

Personnel régulier	Jours de maladie (code 120)
Hors cadre	0
Cadres	0
Professionnels	42,5
Fonctionnaires	0
TOTAL	42,5

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	0-10 jours	10-50 jours	50-100 jours	100 jours et +
Hors cadre	1	0	0	0
Professionnels	2	0	0	0
Fonctionnaires	2	0	0	0
Cadres	0	1	0	0

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Personnel assujetti à la LFP	Heures supplémentaires	Heures Payées	Heures compensées
Professionnels	0	0	0
Fonctionnaires	0	0	0
TOTAL	0	0	0

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Personnel assujetti à la LFP	2018-2019											
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Hors cadre	0	4	0	0	6	5	0	0	2	0	0	0
Cadres	0	4	13	0	6	4	0	0	5,5	3,5	0,5	1,5
Professionnels	8	0	14	0	0	0	5	3	2	2	0	0
Fonctionnaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8	8	27	0	12	9	5	3	9,5	5,5	0,5	1,5

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	0-10 jours	10-50 jours	50-100 jours	100 jours et +
Hors cadre	0	0	0	0
Professionnels	2	0	0	0
Fonctionnaires	2	0	0	0
Cadres	0	1	0	0

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que du premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Hors cadre	1	1	1
Cadres	1	1	1
Professionnels	3	2	2
Fonctionnaires	1	1	1

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Traitement additionnel	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Hors cadre	-	-	-
Cadres	-	-	-
Professionnels	-	1	1
Fonctionnaires	-	-	-

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Horaire majoré	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Hors cadre	-	-	-
Cadres	-	-	-
Professionnels	-	-	2
Fonctionnaires	1	1	-

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Hors cadre	1	1	1
Cadres	1	1	1
Professionnels	3	2	2
Fonctionnaires	1	1	1

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes;

Pour l'année 2018-2019

Postes abolis au net	-
----------------------	---

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de poste vacants.

3

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

16 - Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2018-2019

- a) Nombre de départs à la retraite en 2018-2019 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 0.
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 : Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 2.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 800, place D'Youville 13^e étage				
Propriétaire	Superficie	Coût total	Coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2018	Durée
Euromart Corporation du Canada Entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures	583,36 m ²	173 264,16 \$	0 \$	17 ans (échéance 31 octobre 2021)

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). <http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

18 - Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.
- b) Aucun coût.
- c) La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

19 - Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

20 - Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 26).
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/index.php?id=591>

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

21 - Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune personne.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

22 - Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

23 - Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2019-2020.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

24 - Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau de région) ainsi que les prévisions pour 2019-2020 :

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

25 - Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

ooo—000—ooo—000—ooo

Voir la réponse à la question 15j.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

26 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) Madame Josée Giroux
- b) Cadre-conseil responsable de mandats spéciaux, Office québécois de la langue française
- c) Cadre classe 4 – selon l'échelle salariale : de 85 910 \$ à 109 964 \$
- d) Conseil supérieur de la langue française
- e) Office québécois de la langue française
- f) 8 janvier 2018
- g) ---

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Magazines	Coût (\$)
<i>L'Action nationale</i>	145
<i>Le Français dans le monde</i>	144
<i>Les immigrants de la Capitale</i>	100
<i>Recherches sociographiques</i>	140
<i>Sociologie et sociétés</i>	90

Abonnement en ligne	
<i>Petit Robert (dictionnaire)</i>	594
<i>Usito (dictionnaire)</i>	92

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

28 - Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucune somme.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

29 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

a) Le nom du site Web :

Site Web du Conseil supérieur de la langue française

b) Le nom de la firme ou de la personne qui a conçu le site Web :

Créacom Multimédia (1996)
Infoglobe inc. (2009)

c) Le coût de construction du site Web :

9 995 \$ en 1996-1997.

d) Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

225 184 \$ (depuis sa création en 1997).

La mise à jour est effectuée par le personnel du CSLF.

e) Combien de fois le site Web a-t-il été refait?

Deux fois.

e) Quel a été le coût?

890 \$ (2004-2005), 27 996 \$ (2008-2009) et 6 999 \$ (2009-2010, pour une adaptation).

e) Les critères qui ont justifié les changements :

2004-2005 : Se conformer au nouveau programme d'identification visuelle du Conseil du trésor.

2008-2009 : Afin de se conformer au plan d'action de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, intitulé *Réussir ensemble en français*.

f) Quelle est la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour?

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Qui est responsable du contenu sur le site Web?

La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

30 - Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Veillez vous référer à la réponse de la question 7.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

31 - Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

32 - Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Le détail des mandats; Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

33 - La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

34 - Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

35 - La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

36 - Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

37 - L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

38 - Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

39 - Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucune somme.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

40 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucun montant.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

41 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

Aucun montant.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

42 - Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

43 - Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

44 - Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

45 - La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune personne.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

46 - Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

47 - Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

48 - Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

49 - Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

50 - Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**51 - Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour
2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**52 - Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime
pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

53 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

54 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**55 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes
financés par le Fonds du Plan Nord.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

56 - Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

57 - Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2018-2019

- a) 75 000 \$, selon la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI);
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>);
- c) La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits;
- d) 0 ETC;
- e) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

58 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

59 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

60 - Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information sera présentée au rapport annuel 2018-2019 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

61 - Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

62 - Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) Ne s'applique pas.
- b) Ne s'applique pas.
- c) La sous-question ne semble pas pertinente par rapport à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis
par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

63 - La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020

Demande de renseignements généraux requis par l'Opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

64 - Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.